



## Déclaration liminaire de la FSU CSA-SD du 15 mars 2024

Madame la Directrice Académique, cher(e)s collègues,

Trois ministres depuis 6 mois. 5 depuis mars 2022. Cette valse ministérielle aura été sans cesse à contretemps, aggravant la crise que traverse l'Éducation nationale. Rythme effréné des annonces puis mensonges et provocations et maintenant, le retour des ordres et contre-ordres. Quelle crédibilité accorder alors à la parole politique ? Les différentes réformes envisagées ne vont faire que renforcer les dégradations des conditions de travail des agent-es et les inégalités déjà existantes entre les élèves, et entre le public et le privé. Les ministres passent, se contredisent, et pendant ce temps, l'École publique est au bord de l'effondrement.

Le rythme voulu par le gouvernement et par l'antépénultième ministre de l'Éducation nationale voit ses limites. Nous avons alerté à de multiples reprises, au-delà de notre appréciation des réformes, sur les conséquences délétères pour les personnels et les élèves de réformes incessantes. Les personnels ont besoin de pouvoir bien faire leur travail et de ne pas être soumis à des pressions permanentes. Avec ce rythme, le dialogue social devient caduc. La FSU rappelle que la qualité du dialogue social peut se mesurer à la qualité de l'écoute et à la prise en compte de la parole des organisations syndicales représentatives qui connaissent le terrain. Lorsque celles-ci demandent des bilans des précédentes réformes, des projections et études d'impacts sur les réformes à venir, ce n'est pas avec l'objectif de faire travailler les personnels de l'administration centrale mais bien pour pouvoir porter une analyse sérieuse des transformations proposées.

Le ministère souhaite Renforcer l'attractivité des métiers mais cela passe en premier lieu par des mesures salariales sans contrepartie. La FSU condamne l'absence de toute perspective de mesures générales d'augmentation des rémunérations dans l'Éducation nationale dans un contexte d'inflation encore soutenue. Il est urgent d'ouvrir sans délai des négociations pour améliorer les carrières et prendre des mesures générales pour les salaires, notamment en revalorisant le point d'indice, dans un contexte d'effondrement du niveau des rémunérations des agent-es publics.

Plus globalement, il est grand temps de revaloriser tous les corps de l'Éducation nationale ; investir dans la jeunesse de demain pour plus d'égalité passera par d'autres dispositifs que le SNU ou encore l'uniforme. La reconnaissance des personnels passe d'abord par des questions de rémunérations indiciaires afin de ne pas pénaliser encore une fois les femmes qui constituent une majorité à l'Éducation nationale.

Mais comment croire que l'Éducation est une priorité quand le budget de l'Éducation nationale n'est même pas préservé des coupes budgétaires ? Quelques mois après le non vote du budget à

l'Assemblée nationale, les hypothèses économiques sont revues et voilà qu'un coup de rabot de 10 milliards s'annonce sur le budget de l'Etat, avant une coupe de 20 milliards l'an prochain. L'Education nationale rend 692 millions en 2024, qu'en sera-t-il en 2025 ? Il est trop facile de parler de contraintes économiques : le budget, ce sont d'abord des choix politiques. Et ceux de l'exécutif sont clairs : alors que l'École manque de tout, cette décision est inacceptable et insupportable.

Dans les collèges du Finistère, avec la suppression de 10 postes le bilan est plus mauvais encore que l'année précédente qui en comptait déjà 7. Déjà laminée l'an dernier, la technologie est encore en tête du nombre de suppressions de postes. Quand cela va-t-il s'arrêter ?

En lycée, c'est encore pire. 19 postes disparaissent au bilan dont 8 d'entre eux comportent une mesure de carte scolaire. Beaucoup de disciplines concernées ne pourront bénéficier d'une solution de repli dans notre département et ces collègues seront TZR alors qu'ils/elles étaient en poste depuis des années. L'histoire-géographie, SES et STI sont fortement touchés avec peu d'espoir de retrouver un poste fixe.

Un tel bilan pour les lycées est la conséquence d'une politique ahurissante voulue par le ministère : plus de 600 heures ont du être réservées pour la création des groupes de niveau et sans moyens supplémentaires. Votre budget global en a fortement pâti; les postes en tension n'ont pu être sauvés.

Dans les lycées professionnels l'absence de visibilité sur les moyens horaires pour les parcours différenciés en terminale et pour les classes de prépa lycée, imposés par la force à tous les acteurs et usages de l'éducation, rend la préparation de rentrée trop incertaine. Nous regrettons donc que la logique de spécialisation des postes se poursuive. Hormis les matières rares où c'est quelquefois le seul moyen d'affecter un professeur, c'est dans la majorité des cas un frein à la mobilité professionnelle des collègues. Et la FSU considère que freiner d'avantage cette mobilité dans un contexte incertain sur les moyens de rentrée est particulièrement délétère.

En EPS, le nombre de postes dans l'académie, bien qu'en légère hausse cette année, est encore insuffisant. En effet, 32 collègues entrants pour 1027 demandes dans l'académie, pour 36 postes au mouvement. Nous ne pouvons pas nous satisfaire d'être la première académie hors académie bonifiée (Corse, Guadeloupe et Réunion) en terme de points pour les mutations inter académiques (1168,2). Trop de collègues sont encore empêchés de muter et certaines situations personnelles restent dramatiques avec des séparations familiales douloureuses. Cela confirme donc la politique rectorale, à savoir stabiliser les TZR mais sans les remplacer. La préférence est faite à la contractualisation. Il est temps que cela cesse et que le rectorat donne les moyens réels d'offrir une EPS de qualité aux élèves, surtout dans une politique gouvernementale qui place le sport et la jeunesse plus sportive comme grande cause nationale.

L'étape de reconnaissance salariale devra être accompagnée de mesures d'amélioration des conditions de travail, et ce ne sont pas des groupes de niveau dont les élèves et les enseignant-es ont besoin mais d'une baisse d'effectifs par classe, pour pouvoir répondre à tous les élèves. Les mesures « choc des savoirs », dont la FSU demande l'abandon, que ce soit 1<sup>er</sup> ou 2<sup>nd</sup> degré, la mise en place de stage d'observation en seconde, la réforme de la voie professionnelle, vont d'une part renforcer les inégalités, déposséder les enseignant-es de leur expertise mais aussi déstabiliser l'organisation des établissements scolaires et par conséquent l'ensemble de ses personnels et des élèves.

A la FSU toutes les mesures prises ces derniers temps renforcent notre conviction : la volonté réelle du gouvernement est de détruire l'ensemble des services publics, seuls lieux pourtant à même de lutter en partie contre les inégalités !

La gestion du dossier groupes de niveaux est emblématique des impasses actuelles : portée envers et contre tout, par Gabriel Attal, cette mesure est le symbole du projet d'École conservateur et passéiste du premier ministre. Alors que la ministre acte, devant les organisations syndicales, la disparition des groupes de niveaux des textes réglementaires, Gabriel Attal ne peut s'empêcher de la contredire 24h après. Pourtant, après des semaines de cascades sémantiques, il y avait là une avancée. Est-ce cela que le premier ministre ne supporte pas ? Nous voilà revenu à la grande époque ordre, contre-ordre, désordre du Covid ! Mais que le premier ministre n'accepte aucun bougé sur une mesure qui fait la quasi-unanimité contre elle est un vrai problème démocratique. C'est même irresponsable dans le moment de crise que traverse l'École et de crise démocratique que traverse notre société. Les textes publiés seront le juge de paix pour savoir qui au gouvernement joue aux pompiers pyromanes avec l'Éducation nationale.

Les raisons de la colère des personnels de l'éducation nationale sont multiples salaires, suppressions de postes, conditions de travail dégradées, manque de moyens pour l'inclusion, mépris en imposant des méthodes et des pratiques pédagogiques. De nombreuses actions et grèves ont lieu sur l'ensemble du territoire les 650 suppressions d'emplois dans le premier degré se concrétisent par plus de 2 000 fermetures de classes qui vont encore dégrader la qualité du service public d'éducation. La FSU participe aux mobilisations avec les parents d'élèves et les représentant·es des collectivités pour dénoncer ces cartes scolaires de renoncement et appelle à les amplifier. La FSU soutient les actions des personnels de Seine-Saint-Denis qui exigent un plan d'urgence pour l'école publique dans ce département le plus pauvre de l'hexagone qui concentre de très nombreuses difficultés, économiques, sociales et scolaires. Aujourd'hui, l'École publique qui y est dans un état de délabrement avancé, au sens propre comme au sens figuré, n'a pas les moyens d'assurer ses missions. Que l'État ne soit pas en mesure d'assurer un service public de qualité aux élèves les plus pauvres est scandaleux et un renoncement à l'ambition des services publics. Mais si vous y renoncez, nous n'y renonçons pas : pour nos salaires et l'École publique, la FSU, avec l'intersyndicale SUD, CGT éducation, SE-UNSA et SGEN-CFDT, appelle à la grève le 19 mars et à inscrire l'action dans la durée.